

RCS : DIJON
Code greffe : 2104

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2010 B 00670
Numéro SIREN : 518 290 853
Nom ou dénomination : CLEIA

Ce dépôt a été enregistré le 01/08/2022 sous le numéro de dépôt 7395

I. BILAN AU 31/12/2021

A. Bilan actif

Déposé au Greffe
du Tribunal
de Commerce
de Dijon

le 01.08.2022

sous le N° B

7395

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	64 200	64 200		2 525
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	499 364	256 182	243 182	23 845
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	155 196	26 791	128 405	135 416
Constructions	161 348	161 348		
Installations techniques, mat. et outillage	864 059	417 004	447 055	500 951
Autres immobilisations corporelles	1 750 561	918 865	831 696	644 929
Immobilisations en cours	46 221		46 221	52 764
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	715 026	266 268	448 758	463 758
Créances rattachées à des participations	50 000	50 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	27 040		27 040	27 440
ACTIF IMMOBILISE	4 333 014	2 160 657	2 172 357	1 851 627
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	242 778		242 778	261 950
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	166 124		166 124	148 798
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 717 206	1 363 482	12 353 724	8 125 110
Autres créances	915 261		915 261	926 828
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 500 000		2 500 000	4 000 000
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	3 261 728		3 261 728	3 643 182
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	60 533		60 533	65 897
ACTIF CIRCULANT	20 863 629	1 363 482	19 500 147	17 171 765
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	25 196 644	3 524 140	21 672 504	19 023 392

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 250)	1 000 250	1 000 250
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	100 025	100 025
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	468 429	468 429
Report à nouveau	1 680 135	2 330 393
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	422 517	-650 258
Subventions d'investissement	177 641	109 294
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	3 848 996	3 358 132
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	513 217	1 082 125
AUTRES FONDS PROPRES	513 217	1 082 125
Provisions pour risques	1 185 473	1 140 199
Provisions pour charges	179 828	117 108
PROVISIONS	1 365 301	1 257 307
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 189 763	2 378 111
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 277 592	574 352
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 087 992	2 794 425
Dettes fiscales et sociales	2 114 603	1 687 951
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	48 110	923 696
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 226 930	4 967 292
DETTES	15 944 989	13 325 827
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	21 672 504	19 023 392

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021


Rubriques	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	9 260 160	19 381 074	28 641 234	19 629 075
Production vendue de services	770	49 201	49 971	26 663
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 260 930	19 430 275	28 691 205	19 655 738
Production stockée				
Production immobilisée			47 159	27 763
Subventions d'exploitation			35 658	11 098
Reprises sur provisions et transferts de charges			696 134	1 018 635
Autres produits			52 102	85 641
PRODUITS D'EXPLOITATION			29 522 258	20 798 875
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			7 574 851	4 287 725
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			19 172	-32 749
Autres achats et charges externes			13 039 417	9 180 676
Impôts, taxes et versements assimilés			249 844	308 010
Salaires et traitements			5 199 386	4 698 138
Charges sociales			2 380 573	2 167 957
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			316 002	291 087
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				81 050
Dotations aux provisions			672 435	388 232
Autres charges			87 433	110 675
CHARGES D'EXPLOITATION			29 539 114	21 480 802
RESULTAT D'EXPLOITATION			-16 856	-681 927
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			13 239	112 865
Produits financiers de participations				87 460
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 697	2 867
Autres intérêts et produits assimilés			11 542	22 538
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			59 197	36 236
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			59 197	36 236
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RESULTAT FINANCIER			-45 958	76 629
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-62 814	-605 298
PRODUITS EXCEPTIONNELS			328 702	39 384
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			45 607	1 548
Produits exceptionnels sur opérations en capital			283 095	13 853
Reprises sur provisions et transferts de charges				23 983
CHARGES EXCEPTIONNELLES			16 247	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 247	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			15 000	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
RESULTAT EXCEPTIONNEL			312 455	39 384
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-172 876	84 345
TOTAL DES PRODUITS			29 864 198	20 951 124
TOTAL DES CHARGES			29 441 681	21 601 383
BENEFICE OU PERTE			422 517	-650 258


CLEIA SAS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

 TÈL. / 03 80 28 07 28

 11 E boulevard Rembrandt
21 070 Dijon Cedex

 pkf-arsilon.com

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique,
CLEIA SAS
2 avenue Eugène Spuller
21 340 NOLAY

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CLEIA SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés appelé à statuer sur les comptes à l'exception du point ci-dessous.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon, le 24 juin 2022

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Guillaume Tillier

COMPTES ANNUELS

SAS CLEIA

EXERCICE CLOS LE 31/12/2021

I. BILAN AU 31/12/2021

A. Bilan actif

Rubrique	Montant brut	Amort. Prov.	Net 31/12/2021	Net 31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	64 200	64 200		2 525
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	499 364	256 182	243 182	23 845
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	155 196	26 791	128 405	135 416
Constructions	161 348	161 348		
Installations techniques, mat. et outillage	864 059	417 004	447 055	500 951
Autres immobilisations corporelles	1 750 561	918 865	831 696	644 929
Immobilisations en cours	46 221		46 221	52 764
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	715 026	266 268	448 758	463 758
Créances rattachées à des participations	50 000	50 000		
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	27 040		27 040	27 440
ACTIF IMMOBILISE	4 333 014	2 160 657	2 172 357	1 851 627
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	242 778		242 778	261 950
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	166 124		166 124	148 798
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 717 206	1 363 482	12 353 724	8 125 110
Autres créances	915 261		915 261	926 828
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	2 500 000		2 500 000	4 000 000
(Donc actions propres) :				
Disponibilités	3 261 728		3 261 728	3 643 182
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	60 533		60 533	65 897
ACTIF CIRCULANT	20 863 629	1 363 482	19 500 147	17 171 765
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	25 196 644	3 524 140	21 672 504	19 023 392

B. Bilan passif

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
Capital social ou individuel (dont versé : 1 000 250)	1 000 250	1 000 250
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	100 025	100 025
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	468 429	468 429
Report à nouveau	1 680 135	2 330 393
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	422 517	-650 258
Subventions d'investissement	177 641	109 294
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	3 848 996	3 358 132
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	513 217	1 082 125
AUTRES FONDS PROPRES	513 217	1 082 125
Provisions pour risques	1 185 473	1 140 199
Provisions pour charges	179 828	117 108
PROVISIONS	1 365 301	1 257 307
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 189 763	2 378 111
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 277 592	574 352
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 087 992	2 794 425
Dettes fiscales et sociales	2 114 603	1 687 951
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	48 110	923 696
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 226 930	4 967 292
DETTES	15 944 989	13 325 827
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	21 672 504	19 023 392

II. COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2021

Rubriques	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	9 260 160	19 381 074	28 641 234	19 629 075
Production vendue de services	770	49 201	49 971	26 663
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 260 930	19 430 275	28 691 205	19 655 738
Production stockée				
Production immobilisée			47 159	27 763
Subventions d'exploitation			35 658	11 098
Reprises sur provisions et transferts de charges			696 134	1 018 635
Autres produits			52 102	85 641
PRODUITS D'EXPLOITATION			29 522 258	20 798 875
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			7 574 851	4 287 725
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			19 172	-32 749
Autres achats et charges externes			13 039 417	9 180 676
Impôts, taxes et versements assimilés			249 844	308 010
Salaires et traitements			5 199 386	4 698 138
Charges sociales			2 380 573	2 167 957
Dotations d'exploitation :				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			316 002	291 087
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				81 050
Dotations aux provisions			672 435	388 232
Autres charges			87 433	110 675
CHARGES D'EXPLOITATION			29 539 114	21 480 802
		RESULTAT D'EXPLOITATION	-16 856	-681 927
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS			13 239	112 865
Produits financiers de participations				87 460
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 697	2 867
Autres intérêts et produits assimilés			11 542	22 538
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			59 197	36 236
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			59 197	36 236
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
		RESULTAT FINANCIER	-45 958	76 629
		RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-62 814	-605 298
PRODUITS EXCEPTIONNELS			328 702	39 384
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			45 607	1 548
Produits exceptionnels sur opérations en capital			283 095	13 853
Reprises sur provisions et transferts de charges				23 983
CHARGES EXCEPTIONNELLES			16 247	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			1 247	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			15 000	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
		RESULTAT EXCEPTIONNEL	312 455	39 384
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices			-172 876	84 345
TOTAL DES PRODUITS			29 864 198	20 951 124
TOTAL DES CHARGES			29 441 681	21 601 383
BENEFICE OU PERTE			422 517	-650 258

III. ANNEXE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUE DE L'EXERCICE.....	6	6. INFORMATIONS DIVERSES.....	20
1.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE.....	6	6.1. EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL SALARIE ET INTERIMAIRE.....	20
1.2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	6	6.2. LISTE DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS ...	20
1.3. EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	7	6.3. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	21
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	8	6.4. RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES.....	21
2.1. REGLES GENERALES	8		
2.2. IMMOBILISATIONS	8		
2.3. EVALUATION DES STOCKS	9		
2.4. CREANCES ET DETTES.....	9		
2.5. PROVISIONS.....	9		
2.6. OPERATIONS EN DEVISES	9		
2.7. INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE.....	10		
2.8. PRODUITS D'EXPLOITATION.....	10		
2.9. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES...	10		
3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF.....	11		
3.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	11		
3.2. TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	12		
3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	12		
3.4. ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES.....	13		
3.5. PRODUITS A RECEVOIR.....	14		
3.6. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.....	14		
4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF	15		
4.1. CAPITAUX PROPRES	15		
4.2. PROVISIONS POUR CHARGES	15		
4.3. PROVISIONS POUR DEPRECIATION	15		
4.4. ETATS DES ECHEANCES DES DETTES.....	16		
4.5. CHARGES A PAYER.....	17		
4.6. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	17		
5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	18		
5.1. VENTILATION DU MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	18		
5.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION.....	18		
5.3. RESULTAT FINANCIER.....	19		
5.4. RESULTAT EXCEPTIONNEL.....	19		
5.5. REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES 19			

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET FAITS CARACTERISTIQUE DE L'EXERCICE

1.1. Présentation de la Société

La société CLEIA est une société d'ingénierie spécialisée dans la conception d'unités de production industrielles, la conception et la réalisation d'équipements techniques dans le domaine des matériaux de construction, et plus particulièrement ceux mettant en œuvre la terre cuite.

La majorité de ses contrats commerciaux sont réalisés à l'export, en particulier dans les pays émergents où le secteur du bâtiment est en développement.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2021 au 31/12/2021 soit une durée de 12 mois.

Titres de participation :

Les titres Arth Ceramics Ltd, figurant à l'actif pour leur valeur d'acquisition de 260.958 €uros avaient fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 173.972 €uros, complémentaire à la provision de 86.986 €uros dotée en 2016. La dépréciation de la totalité de la valeur de ces titres reflète la faible probabilité de l'entrée en vigueur du projet industriel dont cette société est porteuse.

Les titres et les avances en compte courant de la société Monomur, en cours de liquidation amiable, restent dépréciés en totalité pour respectivement 5.310 et 50.000 €uros.

Les titres de la société PELERIN acquis en mars 2016 ont été cédés en totalité en 2021, la plus-value correspondante est enregistrée en produits exceptionnels.

Avances conditionnées :

Les associés ont octroyé en 2015 une avance en compte courant bloqué de 1.500.000 €UROS à proportion de leur quote-part de détention du capital.

Au terme de la convention qui régit ce financement, son remboursement par tranche annuelle est subordonné à un accroissement des capitaux propres par affectation du résultat au moins équivalent. L'application de cette convention n'a pas conduit permis d'amortissement en 2021.

Cependant, concomitamment à une convention de cession de titres entre associés, il a été procédé au remboursement intégral du compte-courant de l'associé sortant pour 568.908 €.

Crise sanitaire COVID 19

La sortie progressive de crise sanitaire qui avait impacté défavorablement l'exercice 2020 a permis de revenir à un niveau normal d'activité.

Les dispositifs suivant d'aide des pouvoirs publics qui avaient été activés en 2020 ont été maintenus :

- Les prêts bancaires garantis par l'état souscrits à hauteur de 2.000.000 € en 2020 seront amortis sur une durée de 4 ans à compter de juillet 2022.
- Allocation d'Activité Partielle Longue Durée comptabilisée sur l'exercice : 84 133 €

1.3. Evénements post-clôture

Conflit russo-ukrainien :

Le 24 février 2022, une offensive militaire a été menée par la Confédération de Russie contre l'Ukraine.

Cette campagne a été marquée par l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes, qui mènent depuis des combats sur l'ensemble du territoire, assiégeant certaines villes clés et maîtrisant les airs ainsi que certaines installations stratégiques.

En réponse à cette offensive, la communauté internationale et plus particulièrement les Etats-Unis d'Amérique ainsi que l'Union Européenne ont instauré un nombre important de sanctions économiques fortes contre la Russie, allant jusqu'à l'embargo sur le gaz et le pétrole russe ordonné par le Président américain le 8 mars 2022.

Ces sanctions induisent en Europe de très fortes tensions sur les prix de l'énergie et d'autres approvisionnements. Toutefois, la direction de la société estime que ces événements et leurs conséquences économiques n'ont pas d'impact majeur sur son activité et la continuité de son exploitation.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Règles générales

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La recommandation du CNC n° 2003-R.01 relative aux règles de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires a expressément exclu de son champ d'application les médailles de travail. En conséquence, les charges afférentes ne sont pas régies par ces règles comptables spécifiques, mais entrent dans le champ d'application du règlement n° 2000-06 sur les passifs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont rappelées ci-après.

2.2. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production.

Les frais d'établissement étaient entièrement amortis au 31 décembre 2014. Ils ont de ce fait été soldés par le compte d'amortissement correspondant pour 430.040 Euros, et ne figurent plus à l'actif du bilan.

Les licences et droits de propriété intellectuelle valorisés à leur coût d'acquisition sont amortis sur des durées de 3 à 5 ans en considération de leur durée probable d'utilisation.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

En application de l'avis 20004-15 du CNC adopté par le règlement CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 et du CRC 2002-10 applicable au 1^{er} janvier 2005 dans les sociétés françaises, les durées d'amortissement actuellement mise en œuvre correspondent aux durées d'utilisation estimées des biens, et la société applique dans la mesure du possible une approche par composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire ; D = dégressif) :

Immobilisations corporelles	Amort pour dépréciation	Amort fiscalement pratiqués
Constructions	10 % L	10 % L
Installations techniques, mat. & outillage	20 % D	20 % D
Install. Générales, agencements	20 % L	20 % L
Matériel de transport	20 % L	20 % L
Matériel de bureau et informatique	20 % D	20 % D
Mobilier	10 % L	10 % L

Participations et autres titres :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.3. Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks sont constitués de composants mécaniques, électriques et électroniques destinés à être intégrés dans les équipements produits pour une valeur de 242 778 €.

2.4. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Cette valeur d'inventaire tient compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

2.5. Provisions

Provisions pour litiges

Chacun des litiges dans lesquels la société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, les provisions jugées nécessaires ont été constituées à hauteur des risques estimés.

Provisions pour garanties accordées aux clients

Les engagements de garantie accordés aux clients font l'objet d'une provision calculée par application d'un coefficient au chiffre d'affaire de référence. Ce coefficient est calculé d'après les dépenses réelles constatées d'intervention sous garantie.
Le coefficient utilisé les exercices précédents a été reconduit en 2021.

2.6. Opérations en devises

Les transactions en devises sont enregistrées au cours de change du jour de l'opération. Les créances et dettes en devises sont valorisées au cours de clôture ou à leur cours de couverture à terme.

La différence de change des créances et des dettes en devises est portée sous la rubrique écarts de conversion. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour risques.

2.7. Indemnités de départ en retraite

La gestion des indemnités de fin de carrière est confiée à un organisme extérieur. Elles sont évaluées à la valeur actuelle probable des droits acquis en tenant compte des dispositions de la convention collective et des paramètres suivants :

Méthode : unités de crédit projetées au prorata de l'ancienneté

Taux d'inflation : 0%

Taux d'actualisation : 2%

Taux d'augmentation des salaires : 1%

Table de mortalité : TF 00-02

Age de départ à la retraite : 65 ans

Turn-over : 1,7% à 2,5% selon les catégories professionnelles

Les engagements totaux ainsi calculés s'élèvent à 749.097 € au 31/12/2021, pour une valeur du compte d'assurance de 316 470 €, soit un engagement net résiduel de 432.627 €.

2.8. Produits d'exploitation

L'activité de la société justifie l'utilisation de la méthode de comptabilisation à l'avancement des produits d'exploitation. Le chiffre d'affaire est établi pour chaque contrat en appliquant le taux de marge à terminaison aux dépenses engagées à la date de clôture.

Les produits constatés d'avance figurant au passif du bilan pour 4.226 930 € sont principalement constitués de régularisations de facturations relatives à des chantiers en cours selon l'avancement.

2.9. Opérations avec les entreprises liées

Les transactions avec des parties liées sont conclues à des conditions normales de marché.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ACTIF

3.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Acquisitions	Virements de poste à poste et corrections +/-	Cessions	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement Autres postes d'immobilisation incorporelles	292 077	271 487			563 564
Total 1 Incorporelles	292 077	271 487	0	0	563 564
Terrains	155 196				155 196
Constructions sur sol propre	161 348				161 348
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations, agencements.....					
Installations générales et agencements	764 729	174 565			939 294
Installations techniques, matériels et outillages	839 646	24 412			864 059
Matériel de transport	235 803	100 929			336 732
Matériel de bureau et informatique, mobilier	475 513	87 280		88 259	474 534
Emballages récupérables et divers					
Total 2 Corporelles	2 632 235	387 187	0	88 259	2 931 164
Immobilisations corporelles en cours (1)	52 764	135 818		142 361	46 221
Total 3 Encours Corporelles	52 764	135 818	0	142 361	46 221
Acomptes					
TOTAL	2 977 076	794 492	0	230 620	3 540 949

(1) Les variations des postes d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un exercice à l'autre sont dues à des mouvements d'acquisitions et de cessions d'actifs réalisées par la société pour les besoins de son activité.

3.2. Tableau des amortissements

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Diminutions ou reprises	Au 31/12/2021
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	265 708	54 674		320 382
Total 1	265 708	54 674	0	320 382
Terrains	19 780	7 011		26 791
Constructions	161 348			161 348
Installations générales et agencements	297 452	94 177		391 629
Installations techniques, matériels et outillages	338 696	78 308		417 004
Matériel de transport	215 366	14 919		230 284
Matériel de bureau informatique, mobilier	318 298	66 912	88 259	296 951
Emballages récupérables et divers				
Total 2	1 350 939	261 327	88 259	1 524 007
TOTAL	1 616 647	316 001	88 259	1 844 389

3.3. Immobilisations financières

Chiffres exprimés en euros	Valeur Brute au 31/12/2020	Acquisitions et Virements de poste à poste	Cessions et Virements de poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2021	Provision	Valeur Nette au 31/12/2021
Participations évaluées par mise en équivalence						
Autres participations	780 026		15 000	765 026	316 268	448 758
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	27 440	1 400	1 800	27 040		27 040
TOTAL	807 466	1 400	16 800	792 066	316 268	475 798

3.4. Etat des échéances des créances

Les créances détenues par la société s'élèvent à 14 770 039 € en valeur brute au 31/12/2021 et elles se décomposent comme suit :

Chiffres exprimés en euros	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE :	77 040		77 040
Créances rattachées à des participations	50 000		50 000
Prêts			
Autres immobilisations financières	27 040		27 040
ACTIF CIRCULANT :	14 692 999	14 692 999	0
Clients	12 353 659	12 353 659	
Clients douteux	1 363 548	1 363 548	
Personnel et comptes rattachés	21 746	21 746	
Organismes sociaux	0	0	
Etat : impôts et taxes diverses	806 397	806 397	
Groupe et associés	87 117	87 117	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	60 533	60 533	
TOTAL	14 770 039	14 692 999	77 040
Montants des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avance consentis aux associés (personnes physiques)			

3.5. Produits à recevoir

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Rabais, remises, Ristournes à obtenir		4 386
Produits à recevoir	11 378	48 259
Clients – Factures à établir	6 760 164	1 456 185
Intérêts courus sur dépôts et cautionnements		
Intérêts courus sur compte courant	6 906	7 830
TOTAL	6 778 448	1 516 660

3.6. Charges constatées d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Charges d'exploitation	56 009	62 624
Charges financières	4 524	3 273
Charges exceptionnelles		
TOTAL	60 533	65 897

4. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN PASSIF

4.1. Capitaux propres

Affectation des résultats de l'exercice 2021 soumise à l'approbation de l'assemblée générale:
Les comptes de l'exercice 2021 ont fait apparaître un résultat de 422.516 €.

Proposition d'affectation :

Origine :

- Report à nouveau antérieur 1.680.134 €
- Résultat de l'exercice 422.516 €

Affectation proposée :

- Report à nouveau 2.102.650 €

Nombre de titres	Au 31/12/2020	Crés	Remboursés	Au 31/12/2021
Actions ordinaires	100 025			100 025
TOTAL	100 025	0	0	100 025

4.2. Provisions pour charges

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Provisions pour impôts	11 908			11 908
Provisions pour garanties	1 128 498	430 840	456 041	1 103 297
Provisions pour travaux	116 903	241 595	108 403	250 095
TOTAL	1 257 307	672 435	564 441	1 365 301

4.3. Provisions pour dépréciation

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Au 31/12/2021
Provisions sur titres de participations	266 268			266 268
Provisions sur créances rattachées	50 000			50 000
Provisions sur créances clients	1 363 482			1 363 482
TOTAL	1 679 749			1 679 749

4.4. Etats des échéances des dettes

DETTES	Montant brut fin ex.	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
à 1 an maximum à l'origine				
à plus d'1 an à l'origine	2 189 763	2 189 763		
Emprunts et dettes financières divers	379 271			379 271
Fournisseurs et comptes rattachés	5 087 992	5 087 992		
Personnel et comptes rattachés	836 761	836 761		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	987 456	987 456		
Etat et autres collectivités publiques :				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	180 598	180 598		
Autres impôts et comptes rattachés	109 787	109 787		
Groupe et associés	498	498		
Autres dettes	47 611	47 611		
Produits constatés d'avance	4 226 930	4 226 930		
TOTAL	14 046 668	13 667 397		379 271
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	188 715			

4.5. Charges à payer

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs factures non parvenues	604 188	744 647
Dettes fiscales et sociales	1 232 925	877 578
Autres charges à payer	24 913	3 884
TOTAL CHARGES A PAYER	1 862 026	1 625 719

4.6. Produits constatés d'avance

Chiffres exprimés en euros	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020
Produits d'exploitation	4 226 930	4 697 292
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	4 226 930	4 697 292

5. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1. Ventilation du montant net du chiffre d'affaires

Chiffres exprimés en euros	Exercice 2021			Exercice 2020
	France	CEE + Export	Total	Total
Ventes équipements neufs				
Ventes services	9 260 160	19 381 074	28 641 234	19 629 075
Ventes pièces de rechange et prestations diverses	770	49 201	49 971	26 663
Chiffre d'affaires	9 260 930	19 430 275	28 691 205	19 655 738
%	32,28 %	67,72 %	100,00 %	

5.2. Autres produits d'exploitation

Chiffres exprimés en euros	Au	Au
	31/12/2021	31/12/2020
Production stockée		
Production immobilisée	47 159	27 763
Autres produits divers de gestion et subvention d'exploitation	35 658	11 098
Reprise sur amortissement et provisions, transfert de charges	748 236	1 104 276
TOTAL	831 053	1 143 137

5.3. Résultat financier

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS FINANCIERS	13 239	112 865
Produits financiers de participations		87 460
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 697	2 867
Autres intérêts et produits assimilés	11 542	22 538
Différences positives de change		
CHARGES FINANCIERES	59 197	36 236
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	59 197	36 236
Différences négatives de change		
RESULTAT FINANCIER	-45 958	76 629

5.4. Résultat exceptionnel

Rubriques	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS EXCEPTIONNELS	328 702	39 384
Produits Exceptionnels sur opérations de gestion	45 607	1 548
Prix de cession éléments d'actif	283 095	13 853
Reprises sur provisions et transferts de charges		23 983
CHARGES EXCEPTIONNELLES	16 247	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 247	
V.N.C des éléments d'actif cédés	15 000	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	312 455	39 384

5.5. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	(62 814)	(172 876)	110 062
Résultat exceptionnel	312 454		312 454
Participation			
TOTAL	249 640	(172 876)	422 516

6. INFORMATIONS DIVERSES

6.1. Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

EFFECTIFS	Personnel salarié	Intérimaires
Cadres	72	
Agents de maîtrise	4	
Techniciens	14	
Employés	5	
Ouvriers	6	4
Apprentis	5	
TOTAL	106	4

6.2. Liste des filiales et des participations

Sociétés concernées	% détenu	Capitaux propres	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Prêts Avances Cautions	Chiffre d'Affaire	Résultat Net
Filiales (plus de 50 %)							
SRL ALBARAKA (Tunisie) (1)	60,0%	290 407	132 491	132 491		2 415 137	(14 650)
Participations (10 à 50 %)							
SPA MONOMUR (Algérie) (2)	11,0%		5 310	0	50 000		
SARL CLAYTEC (Algérie)	45,0%	22 587	13 767	13 767	31 693	112 050	(11 076)
SAS JETFLAM (France)	97,0%	380 524	302 500	302 500	55 424	3 200 102	81 876
Autres titres (< 10%)							
ARTH CERAMICS Ltd (Inde) (3)	3,6%		260 958	0			

(1) Données comptables 2020, les comptes 2021 ne sont pas encore disponibles.

(2) Société sans activité, encours de liquidation amiable, titres et avances dépréciés à 100%.

(3) Société en sommeil, projet industriel reporté, titres dépréciés à 100%.

6.3. Engagements hors bilan

Engagements donnés	Total Hors bilan
Engagements en matière de pension	432 627
Engagements auprès d'établissement de crédit	3 538 254
Dont :	
Garanties bancaires sur contrats commerciaux export	1 695 726
Garanties bancaires sur contrats commerciaux France	1 842 528

6.4. Résultat des cinq derniers exercices

Sociétés concernées	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital Social	1 000 250	1 000 250	1 000 250	1 000 250	1 000 250
Nombre d'actions	100 025	100 025	100 025	100 025	100 025
Opérations et Résultats					
Chiffre d'affaires hors taxes	28 691 205	19 655 737	22 759 074	35 807 041	33 588 844
Résultat av.IS, participation, dotations amortissements et provisions	1 238 076	194 456	1 571 754	1 500 067	1 716 529
Impôt sur les bénéfices	(172 876)	84 345	(6 174)	(85 303)	(18 260)
Participation des salariés				15 107	57 972
Dotations amortissements & provisions	988 436	760 369	1 253 761	1 064 374	1 001 193
Résultat net comptable	422 516	(650 258)	324 167	505 889	675 624
Résultat par action					
Après impôt & participation, avant dotations amortissements & provisions	14	1	16	16	17
Résultat net comptable	4	(6)	3	5	7
Personnel					
Effectif moyen	106	103	107	107	108
Masse salariale	5 199 385	4 698 137	5 161 417	5 294 561	5 444 677
Charges sociales et avantages sociaux	2 380 573	2 167 957	2 345 268	2 477 594	2 466 998

CLEIA
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 1 000 250 euros
Siège social : 2 Avenue Eugène Spuller
21340 NOLAY
518 290 853 RCS DIJON

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2022

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021
SOUMISE ET ADOPTEE

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique décide d'affecter le résultat bénéficiaire s'élevant à 422 516,95 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat de l'exercice 422 516,95 euros

AFFECTATION

Dividendes

A titre de dividende, soit 100 025,00 euros

Au report à nouveau

Report à nouveau, soit 322 491,95 euros

Total 422 516,95 euros 422 516,95 euros

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Montant - Mise en paiement - Régime fiscal du dividende

Le dividende unitaire est donc de 1 euro.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement au siège social à compter du 30 juin 2022.

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, ce dividende est assujéti à l'imposition forfaitaire unique au taux global de 30%, sauf si elles optent à l'imposition de ces revenus au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce dernier cas, l'intégralité du montant ainsi distribué sera éligible à la réfaction de 40% résultant des dispositions de l'article 158-3-2° du Code général des impôts.



RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

L'Associé unique prend acte qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices, ni aucun revenu au sens du 1^{er} alinéa de l'article 243 bis du Code général des impôts.

Pour copie certifiée conforme

Le Président